



(c) Emmanuelle Marchadour

Jean-Claude Monod

France

Qu'est-ce que l'autorité ?

L'auteur

Ancien élève de l'ENS Ulm, **Jean-Claude Monod** est agrégé et docteur en philosophie. Il est également chargé de recherches au CNRS (archives Husserl) et enseigne à l'École normale supérieure (Paris).

Ses travaux portent principalement sur la philosophie allemande post-hégélienne, en particulier sur la question des rapports entre politique et religion(s) et les interprétations de la modernité. Il est l'un des principaux introducteurs en France de la pensée du philosophe allemand Hans Blumenberg et de l'ensemble des débats concernant le paradigme de la sécularisation.

Il est membre du comité de rédaction de la revue *Esprit* depuis 1996, il a été membre de la Mission sur l'immigration et la nationalité dirigée par Patrick Weil en 1997 et conseiller auprès de la Mission pour le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme présidée par Robert Badinter en 1998.

Il co-dirige avec Michaël Foessel la collection «L'ordre philosophie» aux éditions du Seuil.

L'œuvre

Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ? Politiques du charisme. (Seuil, 2012) (320 p.)

Sécularisation et Laïcité. (PUF, 2007) (160 p.)

Penser l'ennemi, affronter l'exception. Reflexions critiques sur l'actualité de Carl Schmitt. (La Découverte, 2006) (192 p.)

Hans Blumenberg. (Belin, 2006) (128 p.)

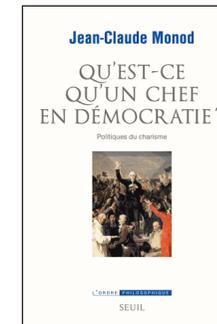
La querelle de la sécularisation, de Hegel à Blumenberg. (Vrin, 2002) (252 p.)

Mots-Clefs

Autorité
Charisme
Démocratie
Laïcité
Phénoménologie
Philosophie allemande post-hégélienne
Philosophie politique
Sciences humaines
Sécularisation
Théologie politique

Zoom

Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ? Politiques du charisme. (Seuil, 2012) (320 p.)



Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ? La mystique du chef a participé des pires constructions idéologiques du XX^e siècle, et la démocratie reste aujourd'hui la forme de pouvoir qui doit s'approcher autant que possible d'un gouvernement du peuple par lui-même. Elle semble pourtant, dans les faits, indissociable de modes de délégation et de représentation, et surtout d'une certaine incarnation temporaire de l'autorité et d'un pôle de décision personnelle.

Mieux, la tendance contemporaine à la dépossession des peuples de la capacité de décider de leur sort, au profit d'un pouvoir toujours accru des puissances économiques, donne une actualité nouvelle aux inquiétudes de Max Weber sur l'avènement d'une « démocratie acéphale », peu apte à faire valoir les intérêts des dominés. Mais dans les conditions médiatiques de sélection des leaders politiques que nous connaissons, peut-on penser qu'un renforcement de la démocratie et une défense de la part la plus fragile du peuple passent par l'apparition de personnalités charismatiques, capables de rompre avec les logiques impersonnelles de la bureaucratie et des marchés ? Ce livre entreprend ainsi d'éclairer la figure problématique — mais peut-être nécessaire — d'un chef en démocratie et tente de définir ce que serait un « charisme démocratique ».

À rebours des confusions qui veulent faire du dirigeant démocratique un Père, un Maître ou un Savant, il se risque à imaginer une forme originale de « charisme progressiste », que seule la démocratie serait à même de promouvoir.

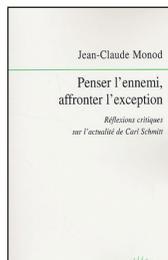
Sécularisation et Laïcité. (PUF, 2007) (160 p.)



La sécularisation désigne le processus qui a réduit la place de la religion dans la définition des normes du savoir, des moeurs et dans l'espace public en général. Ce processus a revêtu des formes historiquement diverses selon les pays, pour aboutir, dans les Temps modernes, à des

régimes juridico-politiques distincts : tolérance, religion civile, sécularisation reconnaissant un rôle public aux religions, voire une Église d'État, laïcité stricte enfin. Cet essai tente à la fois de restituer la laïcité dans la sécularisation, de saisir sa spécificité philosophique et de comprendre certaines tensions qui s'exercent aujourd'hui sur elle.

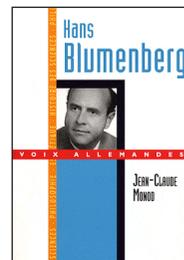
Penser l'ennemi, affronter l'exception. Reflexions critiques sur l'actualité de Carl Schmitt. (La Découverte, 2006) (192 p.)



Montée en puissance de la figure d'un nouvel « ennemi », le terroriste, « combattant irrégulier » sans territoire, mise en place dans les démocraties de législations attentatoires aux libertés publiques, remise au goût du jour de la notion d'« état d'exception » notre actualité

semble convoquer de manière souterraine les analyses du célèbre philosophe et juriste allemand Carl Schmitt (1888-1985). Mais quel sens peut-on donner aux « usages » politico-théoriques de la pensée d'un auteur dont on connaît bien aujourd'hui le ralliement actif au nazisme ? Dans quelle mesure, et à quel prix, Carl Schmitt nous aide-t-il vraiment à penser notre présent ? Jean-Claude Monod s'efforce ici d'apporter des réponses à ces questions. Il montre que des philosophes marqués à gauche, aussi divers que Giorgio Agamben, Jacques Derrida, Etienne Balibar et Antonio Negri ont puisé, eux aussi, chez le juriste le plus controversé du XX^e siècle, les instruments d'une critique du nouvel impérialisme mondial. Mais ce recours a fait polémique, dans la mesure où cette pensée de l'ennemi a montré toute la dangerosité de son « anti-humanitarisme ». Carl Schmitt est-il vraiment le théoricien politique qui nous offre les meilleures armes pour critiquer les confusions de la « guerre contre le terrorisme » ? N'est-il pas plutôt l'une des sources des raisonnements juridiques qui servent aujourd'hui à légitimer la suspension des normes humanitaires et constitutionnelles les plus fondamentales ? Et si, paradoxalement, Carl Schmitt était tout cela à la fois ?

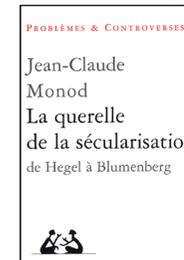
Hans Blumenberg. (Belin, 2006) (128 p.)



Hans Blumenberg (1920-1996) est considéré comme l'un des philosophes allemands les plus importants de la seconde moitié du XX^e siècle. Venu de la phénoménologie husserlienne, il a développé une anthropologie philosophique qui donne

toute leur place aux opérations mythiques de « mise à distance » de la réalité. Son œuvre, qui commence enfin à être traduite et commentée en France, interroge à nouveaux frais le rôle de la métaphore dans la pensée philosophique et scientifique, et construit une nouvelle manière d'aborder les seuils d'époque. Elle a renouvelé les méthodes de l'esthétique comme de l'histoire culturelle.

La querelle de la sécularisation, de Hegel à Blumenberg. (Vrin, 2002) (252 p.)



L'un des traits communément cités comme distinctifs des Temps Modernes est la « sécularisation ». Or ce concept, que la pensée allemande, de Hegel à Weber, a constitué en instrument majeur d'interprétation de l'histoire occidentale, est marqué par

une profonde ambivalence : s'il peut recouvrir l'idée d'un déclin du religieux comme « secteur dominant » de la vie sociale, il peut aussi bien viser un mouvement de transformation ou de « transfert » de schèmes, de valeurs ou de concepts religieux ou théologiques au plan « mondain ». Selon la perspective adoptée, la physionomie des Temps Modernes s'en trouve changée : la prétention à fournir à la pensée et à l'action des fondements neufs et rationnels n'est-elle pas compromise, s'il s'avère que le contenu essentiel des représentations modernes n'est rien d'autre qu'un ensemble d'héritages judéo-chrétiens sécularisés ? En mettant au jour la fonction polémique cachée de cette catégorie de la sécularisation, Hans Blumenberg a provoqué dans la pensée contemporaine une vaste discussion. Ainsi, faut-il croire (avec Karl Löwith) que les philosophies de l'Histoire occidentale, et jusqu'à l'idée de Progrès, ne sont que des avatars de « l'Histoire sacrée » judéo-chrétienne ? Doit-on admettre, suivant la « théologie politique » de Carl Schmitt, que les concepts-clés de la théorie moderne de l'État ne seraient que des concepts théologiques sécularisés ? Comment faire la part des héritages dans les Temps Modernes, en refusant ainsi l'image mythique d'un « commencement absolu », sans pour autant nier les ruptures historiques et sans délégitimer le projet d'émancipation ?